



## Chapitre T-4

### LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

- Définitions:**
- « télécommunication »:** 1. Dans la présente loi:
- « ligne »:** a) « télécommunication » désigne un message transmis par ondes électromagnétiques ou autrement sous forme de paroles, d'écriture, d'images, de symboles ou autres indications;
- « loyer »:** b) « ligne » comprend l'espace entre un émetteur et un récepteur de télécommunications de même que toute autre voie de transmission de télécommunications;
- « usager »:** c) « loyer » comprend toute somme payable pour l'usage d'un service de télécommunications;
- « certificat d'enregistrement »:** d) « usager » signifie une personne qui, au Québec, expédie ou reçoit à ses frais une télécommunication ou qui y utilise un service de télécommunications autre qu'un service de téléphone qui est un bien mobilier au sens de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (chapitre I-1);
- « règlement »:** e) « certificat d'enregistrement » signifie un certificat d'enregistrement délivré en vertu de la présente loi;
- f) « règlement » signifie un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 28, a. 1; 1971, c. 30, a. 1.

- Certificat d'enregistrement.** 2. 1. Toute personne qui exploite un service de télécommunications au Québec doit détenir un certificat d'enregistrement en vigueur.
- Demande.** 2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au sous-ministre du revenu.
- Délivrance et garde.** 3. Ce certificat d'enregistrement doit être délivré par le sous-ministre du revenu ou par toute autre personne qu'il désigne. Il doit être gardé à la principale place d'affaires de l'exploitant dans le Québec, et ne peut être transféré.
- Refus, suspension.** 4. Le ministre du revenu peut refuser de délivrer ce certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, suspendre ou annuler le certificat délivré.

Renseignements requis.	<p><b>5.</b> Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé:</p> <p><i>a)</i> par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou une raison sociale, leurs noms et adresses;</p> <p><i>b)</i> par une société, le nom et l'adresse de chaque associé;</p> <p><i>c)</i> par une corporation, un club, une association ou un syndicat, le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant au Québec, de même que l'adresse de sa place d'affaires au Québec.</p>
Cautionnement.	<p><b>6.</b> Le ministre peut exiger comme condition de l'enregistrement de celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires au Québec, un cautionnement dont il fixe le montant.</p>
Cautionnement.	<p><b>7.</b> Le ministre peut aussi exiger de toute personne, comme condition de la délivrance ou du maintien en vigueur d'un certificat en son nom, un cautionnement dont le ministre établit le montant en tenant compte du montant de la taxe que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé, si cette personne:</p> <p><i>a)</i> a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;</p> <p><i>b)</i> est insolvable; ou</p> <p><i>c)</i> doit des impôts ou des taxes en vertu d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31), et ne conteste pas son obligation de payer ces impôts ou taxes devant le tribunal compétent.</p> <p>1971, c. 30, a. 2; 1972, c. 22, a. 98.</p>
Application de la loi.	<p><b>3.</b> Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi.</p> <p>1972, c. 25, a. 31.</p>
Taxe.	<p><b>4.</b> Une taxe de huit pour cent est imposée sur le prix de toute télécommunication expédiée ou reçue par un usager de même que sur le loyer dû ou payé par un usager.</p>
Ligne en partie hors du Québec.	<p>Dans le cas d'un loyer payable pour l'usage particulier d'une ligne en partie hors du Québec, cette taxe n'est imposée qu'en proportion de la longueur de la partie de la ligne au Québec par rapport à la longueur totale.</p>
Loyer pour usage partiel.	<p>Si le loyer n'est payable qu'en partie pour l'usage particulier d'une telle ligne, le ministre du revenu peut déterminer quelle partie est imputable à cet usage.</p>
Loyer et autre paiement.	<p>De même, si une redevance comprend du loyer et un paiement pour autre chose, le ministre du revenu peut déterminer quelle partie de cette redevance est un loyer.</p> <p>1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 28, a. 2; 1966-67, c. 35, a. 1.</p>

- Échéance.** **5.** La taxe est payable en même temps que le prix de la télécommunication ou le loyer.
- Perception.** L'exploitant du service de télécommunications est tenu de la percevoir comme mandataire du ministre du revenu en même temps que le prix ou loyer.
- Facture.** L'exploitant doit indiquer séparément sur toute facture ainsi que dans ses livres comptables le montant de la taxe.
- Fraction de cent.** Toute fraction d'un cent de cette taxe doit être comptée comme un entier.
- Fraction de cinq cents.** Cependant, s'il s'agit d'une télécommunication expédiée d'un appareil par lequel le prix en est perçu immédiatement en monnaie ou en jetons toute fraction de cinq cents dépassant deux cents est comptée comme cinq cents et toute fraction moindre est négligée.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 28, a. 3; 1971, c. 30, a. 3.
- 
- Privège.** **6.** Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.
- 1971, c. 30, a. 4.
- 
- Rapport et remise.** **7.** Tout usager qui n'a pas payé à l'exploitant la taxe imposée par la présente loi doit faire immédiatement rapport et remise de cette taxe au ministre du revenu.
- 1971, c. 30, a. 4.
- 
- Remise au ministre.** **8.** Tout exploitant d'un service de télécommunications doit remettre au ministre du revenu, dans les quinze premiers jours de chaque mois, la taxe perçue pendant le mois précédent et lui transmettre un rapport en la forme prescrite même s'il n'a rien perçu.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 28, a. 4.
- 
- Infractions:** **9.** 1. Toute personne qui:
- a)** ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements; ou
- b)** étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements,
- commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.
2. Toute personne qui:
- a)** exploite au Québec un service de télécommunications, sans
- Refus de produire un rapport;**
- Refus de percevoir la taxe.**
- Peine.**
- Infractions:**
- Exploitation sans certificat;**

Contravention. Peine.	<p>être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contre- vient autrement à l'article 2 ou aux règlements; ou</p> <p>b) contrevient au troisième alinéa de l'article 5, commet une infraction et encourt une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.</p> <p>1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 28, a. 5; 1971, c. 30, a. 12; 1972, c. 25, a. 42.</p>
Peine pour omission de faire rapport.	<p><b>10.</b> Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars, en sus de ces taxes et intérêts.</p>
Peine additionnelle.	<p>La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible. Cependant, le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.</p> <p>1966-67, c. 35, a. 3; 1971, c. 30, a. 13.</p>
Peine pour non paiement des taxes.	<p><b>11.</b> 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'élu- der le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise.</p>
Peine pour négligence dans déclaration.	<p>2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omis- sion dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.</p>
Peines non cumulatives.	<p>3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue à l'article 9, à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende.</p> <p>1966-67, c. 35, a. 3; 1971, c. 30, a. 13.</p>
Réglementation.	<p><b>12.</b> Le gouvernement peut faire tout règlement jugé nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi et en particulier pour</p>

prescrire les pièces justificatives et documents qu'un exploitant doit préparer et conserver en vue du contrôle, de la perception et de la remise de la taxe ainsi que pour accorder aux exploitants une indemnité pour cette perception et remise.

Publication. Tout règlement doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 28, a. 6; 1968, c. 23, a. 8.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 28 des lois annuelles de 1965 (1<sup>re</sup> session), tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 7 et 8, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre T-4 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1965 (1<sup>re</sup> session)      LOIS REFONDUES, 1977**

### **Chapitre 28**

### **Chapitre T-4**

**LOI DE LA TAXE SUR  
LES TÉLÉCOMMUNI-  
CATIONS**

**LOI CONCERNANT LA  
TAXE SUR LES TÉLÉ-  
COMMUNICATIONS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
1a	2	
1b	3	
2	4	
3	5	
3a	6	
3b	7	
4	8	
4a - 4b		Abrogés 1972, c. 25, a. 32
4c		Abrogé 1972, c. 25, a. 33
4d		Abrogé 1972, c. 25, a. 34
4e		Abrogé 1972, c. 25, a. 35
4f		Abrogé 1971, c. 30, a. 7
4g		Abrogé 1972, c. 25, a. 36
4h		Abrogé 1972, c. 25, a. 37
4i		Abrogé 1972, c. 25, a. 38

**L.Q. 1965 (1<sup>re</sup> sess.), L.R. 1977, c. T-4  
c. 28**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
4j - k		Abrogés 1972, c. 25, a. 39
4l		Abrogé 1972, c. 25, a. 40
4m		Abrogé 1972, c. 25, a. 41
5	9	
par. 1	par. 1	
par. 2	par. 2	
s.-par. a)	s.-par. a)	
s.-par. b)		Implicitement abrogé 1972, c. 25, a. 32
s.-par. c)	s.-par. b)	
5a	10	
5b	11	
5c		Abrogé 1972, c. 25, a. 43
6	12	
7 - 8		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*





